



Compte-rendu des Rencontres du RÉSEAU écobâtir

Les 06/07/08/09 juin 2019, dans la ZAD de Notre Dame des Landes

ZAD NOTRE DAME DES LANDES



Jeudi 06 JUIN 2019

4 | Participation libre au chantier du «Hangar de l'Avenir» et visites

Vendredi 07 JUIN 2019

6 | Introduction
Présentation des rencontres

12 | Vie et Richesses du Réseau

13 | - Point sur l'Enduit et le DTU 26.18
14 | - FDES
14 | - PN Terre
16 | - TERA
16 | - ALADAR, Expo sur André Ravereau
16 | - Chantier Pisé, Confluence
17 | - «Comment ça tient ?»
18 | - «De la matière à l'ouvrage»
19 | - «Chantier Ecole» Abracadaboïs
20 | - Transmissions

SAMEDI 08 JUIN 2019

Ateliers

Seconde partie : Restitutions des Ateliers

22 | «Tenon-Mortaise» - Volker
FDES - Albin
Terre - Jean G.
23 | Atelier ZAD, Jean-François
Modes de Production - Tom Leblais
Transmission / Chantier Formation
Visite dans la Forêt de Rohanne - Volker

DIMANCHE 09 JUIN 2019

26 | Assemblée générale statutaire
Nombre de votants
Prochaines AG
29 | Nouveaux Adhérents
Nouveaux membres du CA
Vote des motions

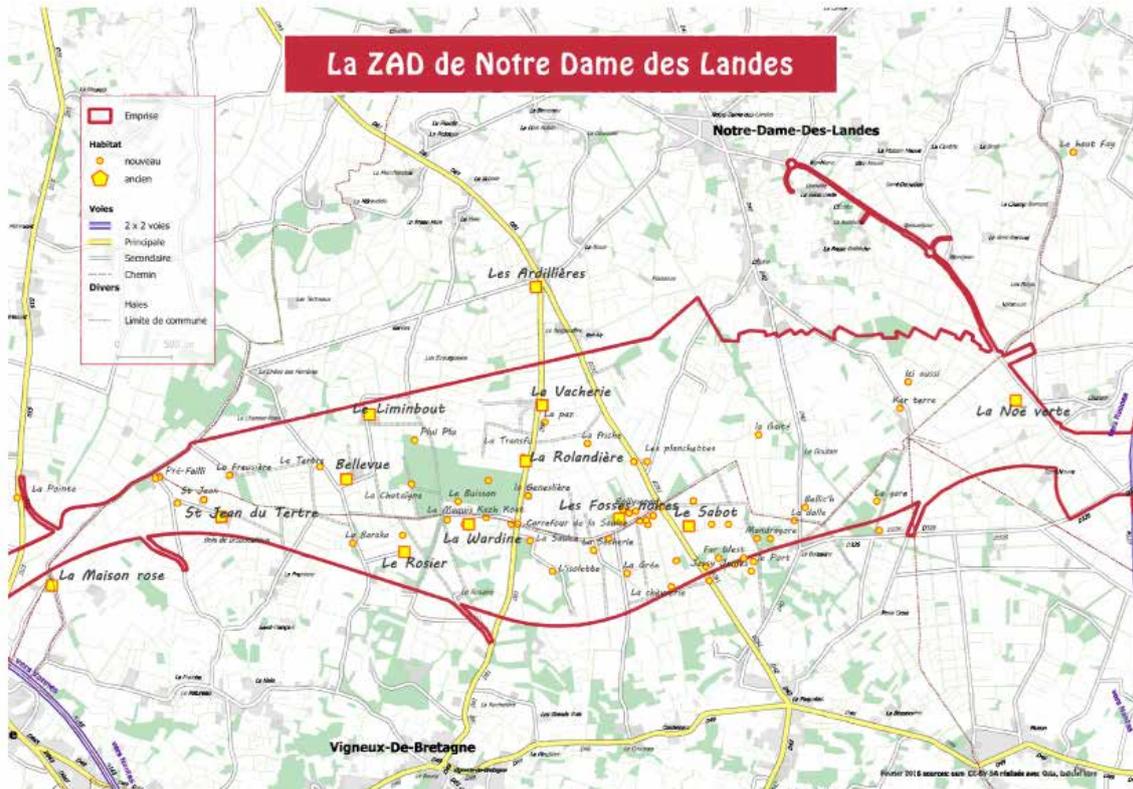


Le phare de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes





Le hangar de l'Avenir, juin 2019



«CR. Rencontres Ecobâtir

ZAD de NDDL . 07 juin 2019 . après-midi

Introduction, par Samuel D.

Le temps de discussions et d'échanges de l'après-midi est consacré à « Vie et richesse du réseau », autrement dit aux réalisations de ces six derniers mois, aux nouvelles propositions, ainsi qu'aux réflexions et aux doutes qui y sont associés. Cette rencontre à la ZAD de NDDL ne propose pas de « thématique » à proprement parler, dans le but d'accorder du temps à tous les autres sujets, qu'il s'agisse de « Vie et richesse du réseau », des échanges avec les habitant.e.s de la ZAD ou encore des ateliers. Par ailleurs, toute prise de parole et toute proposition de la part de tou.te.s est donc encouragée et bienvenue.

Constance D. lit un extrait de Nos cabanes de Marielle Macé. Ce texte exprime ce qui la touche particulièrement à NDDL. Il y est notamment question de la notion d'après-lutte, un sujet délicat. En effet, contrairement à ce que l'on aurait pu penser, la ZAD existe toujours après l'abandon du projet d'aéroport.

Nos cabanes

Par Marielle Macé

auteure

Faire des cabanes : imaginer des façons de vivre dans un monde abîmé.

Trouver où atterrir : sur quel sol rééprouvé, sur quelle terre repensée, prise en pitié et en pitié — mais aussi sur quels espaces en lutte, discrets ou voyants, sur quels territoires défendus dans la mesure même où ils sont habités, cultivés, ménagés plutôt qu'aménagés. Pas pour se retirer du monde donc — s'enclorre, s'écarter, tourner le dos aux conditions et aux objets du monde présent. Pas pour se faire une petite tanière dans des lieux supposés préservés et des temps d'un autre temps, ni croire renouer avec une innocence, une modestie, une architecture première, des fables d'enfance, des matériaux naïfs, l'ancienneté et la tendresse d'un geste artisanal... Mais pour leur faire face autrement, à ce monde-ci et à ce présent-là, avec leurs ressources et leurs saccages, avec leurs espérances, leurs colères, leurs rebuts, leurs possibilités d'échappées. Loin du cabanon solitaire de Thoreau, qui élaborait près du lac de Walden une réflexion sur les vertus d'une vie conduite à l'écart (même si la solitude d'une aventure rendue à la nature s'y concevait comme une révolte) : faire des cabanes aux bords des villes, dans les campements, sur les landes, mais aussi au cœur

des villes, sur les Places, dans les joies et les peurs. Sans ignorer que c'est avec le pire du monde actuel (de ses refus de séjours, de ses rejets, de ses débris) que certaines de ces cabanes ont à se faire, qu'elles sont donc co-construites par ce pire et par les gestes qui lui sont opposés.

Faire des cabanes en tous genres — inventer, jardiner les possibles ; sans craindre d'appeler « cabanes » des huttes de phrases, de papier, de pensée, d'amitié, de nouvelles façons de se représenter l'espace, le temps, l'action, les liens, des modalités de la pratique. Faire des cabanes pour occuper autrement le terrain ; c'est-à-dire toujours, aujourd'hui, pour se mettre à plusieurs.

Pas pour prendre place, se refaire une place là où ça ne gênerait pas trop, mais pour accuser ce monde de places — de places faites, de places refusées, de places prises ou à prendre.

Faire des cabanes sans pour autant se contenter de peu, se résigner à une politica povera (Sébastien Thiéry), ni s'accommoder de précarités de tous ordres (et encore moins les enchanter). Mais pour braver ces précarités, leur opposer des gestes et des idées. Des cabanes qui ne sauraient soigner la violence faite aux vies, mais qui la signalent, l'accusent, en réclamant très matériellement un autre monde qu'elles appellent à elles, et que déjà elles prouvent.

J'écris sous la dictée de plus jeunes — sous la dictée de leurs vies matérielles, par gratitude et par admiration pour ce

qu'ils tentent. Il faut voir en effet la vigueur, vigueur inquiète mais vigueur tout de même, avec laquelle certains collectifs affrontent la situation aujourd'hui faite en France à la jeunesse ; des collectifs artistiques, poétiques et politiques (Catastrophe, Mauvaise troupe, Jef Klak, Panthère Première...), qui s'emploient à imaginer à mêmes leurs pratiques les formes d'une vie à venir : nouvelles écritures, inventions de liens et de modalités de travail, politisation des affects, éco-diplomaties, défenses d'espaces en lutte, remobilisations de la pensée... Avec eux l'avenir n'est pas appelé sous la grande figure de l'utopie, mais sous celle, à la fois joyeuse et sans paix, de l'impatience : une impatience à faire, à inventer, à être ensemble.

Et pourtant c'est la précarité sous toutes ses formes, comprise comme l'enjeu politique de notre temps, c'est la précarité donc qui se trouve bravée dans ces pratiques imaginantes. « Bravée », avec ce que cela suppose de soulèvement — on pourrait dire aussi « étonnée », en pensant à cette injonction de Victor Hugo dans les Misérables : « Étonner la catastrophe, par le peu de peur qu'elle nous cause » (je me souviens que Patrick Boucheiron a cité cette phrase en conclusion de sa Leçon inaugurale au Collège de France, quelques semaines après les tueries de novembre 2015).

En disant qu'elle est bravée, je ne veux pas dire que l'on triomphe de la précarité, qu'on lui règle son compte ; il s'agit au contraire d'accuser les précarisations et la situation sociale faite à toute une génération. Car, ceux qui ont aujourd'hui 20, ou 30, ou même 40 ans (et cela fait partie de la question : que l'on soit aujourd'hui jeune, fragile socialement, à 40 ans), ceux qui concernent Nuit debout, ceux qui ont lutté « contre la loi Travail et son monde » (surtout cela : et son monde), sont précaires et se savent précaires. Ou plutôt, ils se savent précarisés, inégalisés — économiquement, historiquement. D'emblée il leur est refusé une place — c'est d'ailleurs ce qu'ils sont venus rappeler sur les Places un peu partout dans le monde. On ne cesse de leur dire qu'ils sont de trop, qu'ils viennent trop tard, endettés avant même d'arriver ; on ne cesse de leur dire que pour eux il n'y aura pas d'emploi, pas comme ça, pas de places, pas « comme nous ».

Au point qu'enseigner aujourd'hui, c'est souvent parler à des jeunes gens d'un monde dont l'entrée leur est explicitement barrée ; et qu'étudier aujourd'hui (ou simplement être jeune), c'est souvent travailler à comprendre et à toucher un monde dont on s'exclut a priori, vers lequel on accepte de ne tendre que depuis les « limbes », en attendant d'être choisi, en attendant qu'on vous sélectionne, qu'on veuille bien vous faire travailler, vous reprendre... Luc Boltanski a consacré un vaste poème dramatique à cette société de Limbes, d'attente et de sélection — attente pour prétendre à un appartement, à un soin, à des études, à un emploi. Un livre-poème de Noémie Lefebvre, Poétique de l'emploi, le dit aussi, à sa façon : on peut avoir aussi peur, aujourd'hui, de trouver du travail que de ne pas en trouver. Et si je parle de situations d'enseignement, d'étudiants, c'est que ces pensées me sont venues grâce à des étudiants, face à la vulnérabilité sociale que je les vois affronter, aux solidarités que je les vois construire, et aux recours qu'ils trouvent dans la pensée ; je leur dois en vérité la politisation de tout mon travail.

Pour eux la question n'est décidément plus de « prendre sa place », de se faire une place coûte que coûte, mais de manifester et de combattre, tant ils éprouvent, la violence d'un monde de places occupées et de places refusées. Oui, l'espace ne peut plus, mais alors vraiment plus, être pensé comme un système de postes à maintenir et à défendre (par exemple contre ceux qui pourraient « nous » les prendre). Le goût des zones, des ZAD, des rives, quelque chose comme un nouveau « recours aux forêts » (qui reconduit à Élisée Reclus, à Thoreau, à Humboldt) (1), c'est aussi l'abandon de ce monde de places et l'invention

d'autres façons d'habiter et de se relier.

Il y a là des bravoures, des bravades, une joie à s'emparer du présent. Mais c'est une joie grave, une danse au dessus des ruines. « Ruines », c'est par exemple le mot d'Anna Tsing, dans *Le Champignon de la fin du monde*, sous-titré *Sur la possibilité de vie dans les ruines du capitalisme*. Anna Tsing pose que ce n'est pas seulement « dans les pays ravagés par la guerre qu'il faut apprendre à vivre dans les ruines », mais en vérité partout : au long des fleuves ultra-aménagés, dans des forêts asphyxiées, dans des paysages naturels saccagés et des sites en friches. Et « l'erreur serait de croire que l'on se contente d'y survivre ». Car dans les ruines des pratiques capitalistes prolifèrent « de nouveaux mondes », où cohabitent toutes sortes de vivants, humains et non humains, et toutes sortes d'histoires. Tout un monde par exemple dans un champignon, le matsutake, qui pousse dans les forêts détruites (aide les arbres à repousser, mais ne pousse que dans les forêts détruites, et ce tourniquet est sans fin) et qui, cueilli par des travailleurs précaires en Oregon (précaires de toutes sortes de façons — de toutes ces manières d'abîmer des vies, de démolir, de confisquer, que produisent le monde capitaliste : sans papiers, immigrés, chômeurs, vétérans des guerres américaines), est l'objet d'une économie complexe, jusqu'à devenir un produit de luxe au Japon.

Des ruines donc ou, sans la patine qui orne peut-être un peu trop ce mot, des saccages, des destructions, des pollutions, des « expulsions » en tous genres (c'est le mot de Saskia Sassen). Car c'est décidément d'un monde abîmé qu'il s'agit, et abîmé par des pratiques précises, celles du capitalisme avancé et de ce qu'il fait aux vivants, aux sols, au sentiment même du commun. Et l'enjeu est bien d'inventer des façons de vivre dans ce monde abîmé : ni de sauver (sauvegarder, conserver, « réparer »), ni de survivre, mais de vivre, en coopérant avec toutes sortes de vivants.

Le « monde » ici est la terre rendue en même temps à sa vulnérabilité et à ses potentialités (comme nous tous, qui sommes à la fois capables et blessables). Un monde de « zones », un territoire de liens, de métamorphoses, d'incertitudes, fait de tous les endroits, à la fois fragiles et féconds (une « diversité contaminée », dit Anna Tsing, qui est donc encore une multitude).

C'est dans des espaces naturels en lutte (forêts, zones humides, landes, rives) qu'il faut prioritairement faire des cabanes, et qu'on en fait, dans des espaces qui sont défendus dans l'exacte mesure où ils sont réhabités, recultivés (ménagés, décidément) ; c'est ce qui se passe à Sîvens, sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, dans la forêt de Bure, dans le Val de Suse... Mais il faut aussi se faire des cabanes dans les villes, dans ce que l'on appelle les « délaissés urbains », les lieux de réoccupations, et évidemment les Places, puisque le lien urbain lui aussi est abîmé. Et ici tout est à prendre ensemble, comme le fait Bruno Latour lorsqu'il demande *Où atterrir ?*, posant l'unité de la triple crise écologique, migratoire et sociale du monde actuel, une crise faite de toutes sortes de déterrestrations, auxquelles répondent des gestes de reterrestration eux aussi de tous ordres, et dans l'élargissement radical des formes de vie à considérer.

L'élargissement radical des formes de vie à considérer : à percevoir, à soutenir, à côtoyer, avec lesquelles collaborer, dont s'étonner et dont prendre leçon. C'est peut-être le point vif. Il y faut une sorte de tact, des égards, une attention à ce qui survient, aux possibles, aux formes qui s'essaient et qui sont à soutenir ou à augmenter, au pluriel de tous les vivants, à leur vulnérabilité et aux enjeux toujours complexes, souvent contradictoires (impossibles mais à vivre) de notre côtoisement avec eux. Je pense aux Âmes sauvages de Nastassja Martin, qui documente les mutations écologiques du Grand Nord, s'intéresse à des hommes qui parlent encore à l'ombre des arbres, et n'y voit pas

une survivance folklorique, mais des façons de se mouvoir dans les plis d'un monde métamorphique, où tout est à considérer. Et la poésie ici peut être solidaire de cette anthropologie du vivant, de l'instabilité des formes de vie, de l'incertitude, quand elle se rend elle aussi attentive aux métamorphoses, et ne se hâte pas de requalifier des formes de vie en transformation. Il nous faut récrire sur nos landes abîmées, sur les glaciers saccagés, au milieu des oiseaux morts, des techniques, et des modernités de tous ordres, le grand poème d'Ovide. Ovide à Sivens, dans les environs de Bure, dans les forêts subarctiques, vates chantant nos cabanes.

Braver, donc, c'est d'abord « faire », dans une joie très matérielle — bâtir, reprendre, ramasser, cultiver, cuisiner, habiter, fabriquer, jardiner, prendre l'air, changer de rythme, assembler, tresser, élever, creuser, parler, citer, bâtir plus vite et partout, raconter, inventer des histoires.

Et ce n'est pas seulement faire, mais faire à plusieurs : vivre à plusieurs, expérimenter des modes de vie, des styles de vie (pitié, pas « se donner un style ») ; habiter à plusieurs (habiter à plusieurs un territoire vulnérable pour le défendre) ; penser à plusieurs ; et bien sûr, écrire à plusieurs.

Dans tous ces groupes on écrit en effet (ou l'on traduit) des textes à plusieurs, des textes souvent somptueux, d'un grand soin, d'une grande verticalité de parole (Maintenant, Constellations, Ne crois pas avoir de droits...) ; on écrit à plusieurs pour constituer un « nous » ; parfois en l'instituant d'emblée, parfois sans se hâter à prononcer ce « nous » ni s'y réchauffer trop vite, en explorant ses pentes, ses impatiences, en essayant beaucoup de façons de se nouer et de se dénouer ; et l'on est très attentifs à rester anonymes ; pas pour rester souverainement dans l'ombre, cultiver le mystère, mais pour affirmer à quel point cette vie-là reposera sur le fait de faire à plusieurs : Faire à plusieurs, parier sur des « nous », se nouer parce qu'on s'est délié par ailleurs — qu'on s'en est allé, pour déjouer les surveillances ou vivre plus loin (Fugitif, où cours-tu ?) Et encore partager, aimer ; car la sensibilité et les affects, ici, sont essentiels, et d'emblée politisés. L'une des armes de ces combats est l'amitié, la joie et la force données par les amis et par l'amour pour les amis.

« Nous construisons des cabanes. Nous nous déplaçons. Nous sommes invisibles. Comme les anges nous n'avons pas de noms. Nous avons tous le même nom. Nous habitons vos ruines, mais. Nous appelons une révolution possible. Nous écrivons logiques et politiques ». (2)

Le Livre des cabanes de Jean-Marie Gleize tresse tous ces fils ; et je le crois écrit lui aussi sous l'impulsion de plus jeunes : parce que, s'il se trouve que Jean-Marie Gleize est né à Tarnac, que Tarnac s'est mis à dire autre chose, de très précis ; et que de cela il a su faire de grandes choses dans son poème : un récit qui roule entre les pierres, dévale les années, retrouve les rivières et les sous-bois, change Tarnac en « Cantar », écoute avec Nerval ce que dirait le sol, plante des arbres partout où il peut (arbres de mai dans un « air rouge »), dit « nous » : nous qui habitons « vos ruines » (« et combien nommes-nous ? »), qui utilisons les accidents du sol, nous qui sortons, nous qui nous plantons là, dehors, tenant droit comme troncs, nous qui transportons les planches, nous qui ouvrons grand les yeux et les mains, nous qui « sommes dans ces huttes avec eux, écoutons les enfants, la folie des enfants, dans nos mains, dans l'eau, partout ».

Cabanes, donc : des façons de faire, et des façons de penser, notamment de penser les territoires, les gestes et les liens. Et surtout de penser le temps, de se rapporter à lui d'une autre façon.

Le collectif Catastrophe, aux si beaux visages, a publié en 2016 une tribune tout entière dirigée vers la possibilité joyeuse, énergique, aimante, grave aussi, de reprendre la main sur le temps. Où il est question de ruines, de places, de potagers numériques, de marges joyeuses, d'amour, de « nous » :

« Nous avons grandi dans une impasse. Cernés d'un réseau de petites phrases anxiogènes qui s'aggloméraient comme des narcotiques dans nos cerveaux en formation. Enfants, nous avons pris connaissance du monde en même temps que de sa fin imminente. (...) On (...) avait déjà décidé pour nous qu'il n'y avait plus rien à faire. (...) L'hypothèse communiste ? Un délire de pyromanes. Mai 1968 ? Une bataille de boules de neige. L'idéal du progrès ? On avait vu Hiroshima. Les utopies avaient toutes été ridiculisées. (...) Toujours, et sans que nous n'ayons décidé quoi que ce soit, nous nous situons après, une génération de retardataires qui se sentaient tout petits en face des statues de pierre. Nous n'avions pas 20 ans : nous arrivions trop tard. / Alors que faire ? Mourir ? (...) regretter ? La réponse est simple : renaître, comme il nous plaira. (...) Étant tout sauf désabusés, nous n'avons plus d'autre choix que celui d'inventer une nouvelle voie. La place est déjà prise ? Trop prise ? Nous irons ailleurs, explorer. Sur les ruines des Trente Glorieuses, certains d'entre-nous au-dessous du seuil de pauvreté, nous ferons très exactement ce que nous voulons. Tant pis pour le confort, tant pis pour la sécurité, et tant pis si nous ne sommes plus capables d'expliquer à nos parents ce que nous faisons de nos journées. Nous sommes soutenus par l'amour que nous nous portons. (...) Plus rien n'est entre nous et la musique : l'énergie et la foi suffisent pour la créer, un ordinateur pour la mixer et la distribuer tout autour du monde. Nous sommes cosmopolites mais pratiquons le local : dans des sphères restreintes et de fait habitables, nous façonnons des objets qui nous ressemblent, puis nous les partageons. Dans nos potagers numériques, nous cultivons les liens, IRL comme URL, échangeant nos enthousiasmes, nos connaissances et les nuances de nos vies intérieures. Partout, nous nous réapproprions nos heures. (...) Nous sommes indépendants, multitâches et bricoleurs. (...) Nous échangeons nos vêtements, nos logements, nos idées. / Sans faire de bruit, une révolution discrète, locale et qui ne cherche à convaincre personne a déjà eu lieu. Nous acceptons désormais d'être sans statut, retirés dans les marges joyeuses, par nécessité comme par choix. L'avenir est pour nous dans les friches. C'est dans les terrains encore vagues qu'advientra une nouvelle renaissance. Nous ne réclamons ni n'attendons plus rien de la société telle qu'elle va : nous faisons. Par-dessus tout, et fragilement. (...) Pareils à des ballons déjà partis trop haut, nous ne pouvons plus redescendre : dans un ciel sans repères, nous cherchons les nouvelles couleurs. Le monde est une pâte à modeler, pas cette masse inerte et triste pour laquelle il passe. Des futurs multicolores nous attendent. N'ayez pas peur, il n'y a plus rien à perdre. »

Un rendez-vous donné à leur propre avenir par des corps impatients qui l'imaginent comme une promesse qu'ils se font à eux-mêmes. À la lecture on est comme agrippée par de bien plus jeunes, plus intrépides, gracieux et souriants, pour entrer en piste, aller plus vite, reprendre l'air.

Les Potentiels du temps, de Kantuta Quirós, Aliocha Imhof et Camille de Toledo entre lui aussi dans la bataille qui s'engage pour la « reconstruction des futurs », dans une époque hantée par les endims. Aux temps obscurs, aux récits de la fin ou de la dette, il est ici aussi répondu par l'impatience, une impatience à vivre le temps autrement, autour d'outils forgés par une « pensée potentielle ». La potentialité est la réponse majeure au sentiment de la dette infinie, du « trop tard ». Il s'agit de travailler à d'autres envoûtements, « d'adopter un rapport potentiel au réel, à nos vies, nos désirs, nos modes de gouvernement, nos habitations, nos écologies », afin de transformer notre rapport à ce qui est

présenté comme « réel », afin de lire la réalité non pas à partir de nos finitudes, mais de ses propres potentialités, et de les mettre « en expansion ».

La potentialité est d'abord cette reconnaissance que le présent est fondamentalement non-un, et altérable. C'est aussi une impatience : par exemple une impatience à prendre acte du saccage écologique, et à commencer d'y répondre en dilantant la scène politique aux glaciers, aux océans, aux bêtes (ce que firent Frédérique-Aït Touati et Bruno Latour dans *Make it work*, un preenactment de la COP 21, organisant un théâtre des négociations, avec des jeunes gens encore une fois, forçant les conditions de négociations, élargissant le parlement, observant aussi des timidités, afin de déjouer les échecs programmés en laissant un temps, sur scène, proliférer les possibles).

Et il s'agit aussi ici de réfléchir à de nouvelles façons de penser le passé, de se relier à lui, et de le relier au futur. De nouvelles façons de se rapporter au passé, en refusant d'être en dette, mais pas pour tourner le dos au passé : pour se relier à lui autrement, hériter autrement, c'est-à-dire repotentialiser le passé lui-même. Le passé n'est plus ce qui pèse, ce qui enchaîne, mais ce qui continue de vibrer de potentialités, de propositions — ce qui avait lui aussi des idées de futurs (cela vient de Benjamin). Il s'agit alors de se réparer des choses inadvenues, inabouties, et de les retourner vers leur avenir et vers notre propre avenir. Autrement dit : transmettre des possibles, non des choses mais des forces, ou même des rêves. Écouter par exemple la voix des morts, entendre les spectres des indiens ou les spectres des esclaves, ce qu'ils auraient à dire aujourd'hui. « Non pas pour reconduire des hantises, mais pour se replacer du point de vue des vies inachevées, dans le corps des morts, afin de repartir d'une vie comme aspiration ». Les dés sont relancés, c'est une repotentialisation, et c'est une forme non mélancolique de réparation.

Faire des cabanes donc : jardiner les possibles. « Jardiner » revient d'ailleurs comme un mot lesté d'une nouvelle audace, et le « jardin » excède ici tout pré carré. C'est une pratique plus vaste, une idée, un éperon, une façon de se rapporter à l'existant dans une sorte d'éco-politique généralisée.

Jardiner les possibles, ce serait prendre soin de ce qui se tente. Ménager plutôt qu'aménager. Partir de ce qui est là, en faire cas, le soutenir, l'élargir, le laisser rêver. Cela se passe à même l'existant, dans la perception, l'attention, la considération de ce qui se murmure : une certaine façon de guetter ce qui veut advenir, là où des vies s'essaient, tentent des sorties hors de la situation qui leur est faite ; une certaine façon d'augmenter ces sorties et ces appels d'air, de soutenir les liens en voie de constitution, de prendre soin des idées qui se phrasent, parfois de façon très ténue, comme de petites utopies quotidiennes ; une certaine façon, même, d'entendre une idée de vie dans toute forme de vie : être fleuve, être forêt, être pierre, et de comprendre quelle ligne d'existence elle ouvre, quelle proposition de pratiques, d'expérience, elles formulent.

Il ne s'agit pas pourtant d'encourager à une politique du bricolage et des accommodements ; car les cabanes dont il est question sont de toutes sortes, elles disent aussi bien ce qui se tente que ce qui se malmène, ce qui s'essaie que ce qui se voit rabattu, maltraité. — Où « nos cabanes » ne seront donc pas nécessairement aimables, légères, mais diront quelque chose de ce monde de violences sociales en tous genres, de vulnérabilités, de confiscations, de destruction des sols, et pourtant aussi d'espérances, de bravades et d'imagination pratiques. Dans le formidable Bois dont les rêves sont faits, la cinéaste Claire Simon s'approche de toutes les cabanes, et par conséquent des vies très disparates qui se font un séjour et se tentent dans le bois de Vincennes, depuis les contacts sexuels plus ou moins furtifs et plus ou moins heureux, jusqu'aux cabanons nichés sous les arbres, aux fêtes, aux relégations, ou au souvenir totalement

arasé de l'Université de Vincennes (dont il ne reste qu'un bout de tuyau enfoui dans l'herbe, trace dont Émilie Deleuze devient ailleurs le témoin), cette « autre » université qui s'était à la fois essayée et prouvée ici, dans ces espaces où quelque chose tout ensemble s'écarte, se cache, s'abrite et se tente.

Les cabanes sont, comme le dit Sébastien Thiéry, « co-construites » par le saccage et par les gestes qui sont opposés au saccage ; et de ce tourniquet, on ne saurait sortir : « au ras du sol et du temps », elles témoignent de la constitution même du monde qu'elles accusent, de ce monde abîmé auquel elles s'opposent et dont, tout ensemble, elles cherchent à dévier la trajectoire.

Il y a les cabanes des ZAD, bâties pour protéger un sol en le réhabitant et en le cultivant ; mais aussi les cabanes des jardins ouvriers (on ne dit plus ouvriers, on dit familiaux, mais on ne devrait pas), les parcelles ou plutôt les « squats potagers » de ce que Gilles Clément a appelé le « tiers-paysage », où c'est la ville elle-même que l'on jardine ; et encore les cabanes qui se construisent sur les délaissés urbains réoccupés, réaménagés, réinventés (la Halle Papin, le Grand Train, le 6B, la Station, parfois sur-produits et bien trop modes, mais pleins d'imagination et de joie) ; mais aussi celles qui s'établissent sur les Places ; et celles que constituent les Places elles-mêmes, avec tout ce qu'elles suscitent : tracts, liens, parole, pratiques, contestations, luttes de toutes parts (« Nous sommes un peuple de casseurs-cueilleurs », se disait-il dans les cortèges de 2016).

Il y a les cabanes d'artistes, ces huttes imaginantes, comme celles de Laurent Tixador.

Il y a les cabanes d'architectes, qui se soutiennent elles aussi de sens très différents, très dispersés, et d'idées de vie parfois sans points de contact les unes avec les autres. Je songe aux constructions modernistes (par exemple celle de Le Corbusier dans la solaire Roquebrune, qu'animait un idéal de pureté pré-industrielle ; ou, déjà tout autre, celle de Jean Prouvé, La Maison des jours meilleurs conçue en réponse à l'appel lancé par l'abbé Pierre en 1954 pour bâtir des abris d'urgence). Je songe aux lieux d'hébergement provisoire conçus après les désastres, guerres, séismes. Mais aussi aux lieux d'« hébergement insolite », ces cabanes parfaitement ridicules lorsqu'elles accompagnent des formes simples de tourisme : yourte en pleine Beauce, cabanon wifi, glamping for an in wood lifestyle. Ridicules non parce qu'elles seraient inauthentiques, mais parce qu'elles jouent à enchanter la précarité : elles jouent avec le dénuement, avec le peu, la perte, la ruine, la gravité des temps, avec l'envie de savoir l'espace d'un instant ce que ça ferait de ne pas avoir de sol ou de maison, quand justement on en a une.

Mais il y a aussi, et surtout évidemment, les cabanons des bidonvilles, les tentes des canaux et des campements, les bâches et les baraques de Calais. Ces constructions archi-précaires qui font un séjour provisoire aux sans-abri ou aux migrants. Et se pencher sur ces cabanes-là, en prendre soin même, n'est pas du tout dire qu'elles constituent un lieu vivable, habitable, à pérenniser ; mais qu'elles constituent un lieu vécu, un lieu de vies. Et qu'il y a là quelque chose à ménager.

Je m'arrête un instant sur l'action d'un collectif d'architectes, d'urbanistes, de sociologues, qui porte le beau nom de PEROU, qui agit dans les campements et dans les bidonvilles, et qui s'est justement mis à l'écoute de ce qu'il y a à ménager dans les abris construits par les migrants eux-mêmes, en particulier à Calais. Les gens du PEROU prennent soin des baraquements, des liens qui s'y ébauchent. Dans ces lieux qui ne sont jamais des non-lieux, tout simplement parce que des vies effectives s'y vivent, ont à se vivre malgré les conditions qui leurs sont faites, dans ces lieux de vie donc, le PEROU lutte contre les réponses trop rapides (le démantèlement) et accompagne la construction, prend soin de ce qui existe, cultive, relève, documente l'existant, bref, le considère et agit à partir de lui. Pas pour pérenniser les bidonvilles, mais pour prendre acte ce qui s'y vit. Ce qui

pérennise les bidonvilles, dit et redit le PEROU, ce n'est pas le soin que l'on tente d'en prendre, ce sont les pelleteuses (qui détruisent un habitat provisoire... qui se reconstruit 500 mètres plus loin). Il ne s'agit donc pas de condamner à vivre là, mais « d'équiper un présent » : plus les bidonvilles seront vivables, disent-ils, plus vite on pourra en partir, en laisser partir. Des cabanes décidément « co-construites » par la violence sociale et les tentatives pour y répondre.

Le 22 décembre 2012, dans un campement rom édifié au bord de la Nationale 7, s'était aussi inaugurée une Ambassade du PEROU, avec une salle de réunion, une piste de danse, un espace de conseil juridique... Ce bâtiment était conçu avant tout pour entraver le passage des pelleteuses parmi les cabanons, mais c'était aussi, vraiment, une ambassade : « un corps diplomatique conçu pour faire se nouer d'autres relations avec les acteurs en présence », cherchant à coopérer avec le conseil général, à trouver des fonds pour construire et accompagner ce qui déjà s'était construit, à équiper des pratiques, à soutenir des liens en voie de constitution (de même qu'une éco-diplomatie s'invente dans l'élargissement radical des formes de vie à considérer).

Ces cabanes si diverses, des ZAD aux campements, devraient n'avoir rien à voir les unes avec les autres. Pourtant, je les crois animées par une même lutte, celle d'un « vivre autrement », se refaire des séjours quand on en est privé, ménager et réaménager des mondes. D'ailleurs, depuis leur propre précarité, si constamment bravée, les jeunes gens savent très bien qu'ils se relient à d'autres précarités — à toutes ces crises qui dessinent les conditions du monde futur et déjà là, celui qui devra faire avec toutes ces déterrestrations. C'est de leur précarité, de leur non-place (de toutes ces places qui sont refusées, et de cette violence qu'il y a à se savoir objet de sélection), que partent leurs actions d'hospitalité, leurs gestes d'accueil envers ces expulsés par excellence que sont les migrants, à qui plus qu'à quiconque est évidemment refusée une place ; et c'est dans l'énergie avec laquelle ils bravent ces précarités et ces saccages que renaît l'élan politique : depuis leur précarité vivable et pourtant inacceptable, vers des précarités invivables et pourtant vécues.

C'est en tous ces sens que les cabanes nourrissent, avec constance, l'imaginaire politique contemporain : « elles ne sont pas solides, pas durables, très rarement monumentales, de plus en plus souvent illégales, généralement en marge (...) ; à une époque où leur existence même est menacée, que ce soit par l'aménagement du territoire et l'urbanisme, la déforestation, les lois et normes de sécurité, elles n'ont jamais autant habité nos pages, nos écrans, nos rêveries ». (Julien Zerbone)

« 47 % des vertébrés disparus en dix ans, faut qu'on se refasse une cabane, mais avec des idées au lieu de branches de saule, des images à la place de lièvres géants, des histoires à la place des choses »

Olivier Cadiot, Histoire de la littérature récente, t. II.

Il est urgent en effet que la littérature se repeuple, tout autant que les ciels et les sols, elle qui s'était franchement dépeuplée — elle qui à vrai dire s'exagérât surtout l'absence d'un peuple que peut-être elle avait tout simplement cessé d'aimer : pouah !, ce peuple en Nike et en survêt. D'ailleurs elle le fait : la littérature se repeuple, du moins parfois et en certains endroits, d'un peuple qu'elle regarde enfin, tel qu'il est, ou se risque, ou se rêve (ainsi Nathalie Quintane).

Et la littérature se repeuple aussi de toutes sortes de petits peuples, peuples de choses et de bêtes, qui ne sont pas moins politiques que le premier, participant d'un même désir de monde. La poésie reterrestre en effet à son tour, ramassant partout les oiseaux morts, élevant des cabanes, traduisant les « langues ocelles ». Poésie, anthropologie élargie, fabriques et luttes : je crois qu'il y a là un même effort, un même sursaut (à la fois joyeux et sans paix) hors de la situation historique qui

nous est faite ; et cela passe par un élargissement des mondes : se demander sérieusement ce que ce serait, ce que c'est d'être fleuve, d'être plante, d'être mousse, d'être pierre, d'être cheval mourant dans les bras de sa mère, d'être mollusque, merle, plante (3). S'essayer à penser comme une bête, une forêt : non pas se demander comment pensent les forêts, mais poser qu'elles le font (4), penser, et les suivre dans leur idée (ce n'est pas si bizarre, c'était tout le propos de Ponge). Être forêts, c'est ce qu'a récemment proposé un philosophe et bâtisseur en pierres sèches, avec des accents peut-être un peu trop heideggeriens, mais surtout avec une grande sensibilité aux territoires en lutte, qui ne voit pas dans la forêt une ressource ni même une réserve de biosphère, mais « un peuple qui s'insurge », dans des lieux et des liens où il est enfin possible de respirer.

— Faire des cabanes donc : braver les destructions, les expulsions et les laideurs, prendre l'air, en finir avec la fin du monde. Écouter pour cela toutes les idées du monde — les idées qu'a le monde, les idées qu'ont les choses, qui n'en manquent pas — et les suivre, s'en remettre à elles, soutenir les vies qui s'essaient, tenter des liens, repousser, faire avec toutes sortes de vivants.

Je dédie ce texte à Emmelene Landon. Et à Nathalia, Blandine, Nadir, Romain, Elvina, Elsa, Youna...

(1) Bertrand Guest, Révolutions dans le cosmos. Essais de libération géographique : Humboldt, Thoreau, Reclus, Paris, Classiques Garnier, 2017. Thomas Giraud, Élisée, avant les ruisseaux et les montagnes, Lille, La Contre allée, 2016.

(2) Jean-Marie Gleize, Le Livre des cabanes. Politiques, Paris, Le Seuil, 2015. Et à ce Livre des cabanes répond aujourd'hui, à sa façon, un Livre des places (Paris, Inculte, 2018).

(3) Être fleuve est une œuvre de Giuseppe Penone ; Être pierre une exposition récente au musée Zadkine ; Jane Sautière, Mort d'un cheval dans les bras de sa mère, Paris, Verticales, 2018.

(4) Vinciane Despret, Que diraient les animaux, si... on leur posait les bonnes questions ?, Paris, La Découverte, 2012 ; Penser comme un rat, Éditions Quae, 2009. Eduardo Kohn Comment pensent les forêts. Vers une anthropologie au-delà de l'humain, Bruxelles, Zones sensibles, 2017. Emanuele Coccia, La Vie des plantes. Une métaphysique du mélange, Paris, Payot & Rivages, 2016.

Marielle Macé

auteure, directrice d'études (EHESS-CNRS)

Vincent N. : La ZAD ne devrait pas être réduite à ses cabanes, ni devoir justifier son existence à travers ce que les gens y produisent, habitats inclus. La ZAD est un lieu de diversité où toutes les différences sont exacerbées. La demande de dépôt des projets en préfecture a placé la ZAD sous le signe de la « production » (cabanes, fermes, ...), ce qui a mené à l'exclusion de beaucoup de gens sur la ZAD qui ne renaissent pas dans ce cadre.

Constance D. : Le texte parle certes des cabanes, mais il parle surtout de la notion d'habiter un lieu de toutes les manières possibles. C'est sur cela qu'il est intéressant d'insister.

DTU 26.1, par Olivier K.

Olivier représente le réseau Ecobâtir au sein du comité de révision du DTU 26.1, portant sur les enduits de mortier sur façade. Lors des réunions, il n'y a que des hommes autour de la table, et il est le seul architecte. Au sein du comité, coordonné par la FFB, sont réunis l'ATILH (syndicat des fabricants de liants hydrauliques), la CAPEB (syndicat des artisans), ainsi que les lobbyistes du ciment, du plâtre, et d'autres. Les alliés d'Olivier : Laurent Marmonier (CAPEB), et Samuel Courgey (Maisons Paysanne de France). L'UMGO et le Patrimoine sont les grands absents de ce comité.

Le DTU 26.1 comporte 12 chapitres, et après quatre réunions en un an, il est temps d'aborder le chapitre 6. Le Réseau Ecobâtir porte principalement deux revendications : introduire une référence aux règles professionnelles « enduits sur support terre », et essayer de supprimer le ciment ou, faute de mieux, en faire baisser le pourcentage dans les formulations sur le bâti ancien. Malgré le peu d'alliés dans la salle pour cette seconde revendication, il devrait être possible de faire bouger les lignes.

Le premier débat intéressant remettait en cause la dénomination des différents types d'enduits, actuellement appelés « enduits performanciels » et « enduits de recette ». Il faut comprendre au-delà de cette véritable novlangue que l'on parle bien d'« enduits préformulés dans l'industrie » d'une part, et d'« enduits formulés sur chantier » d'autre part. Après proposition d'Olivier d'utiliser ces mots, clairs et simples, il lui a été rétorqué que ce n'était pas possible, car ces terminologies se retrouvent également ailleurs, dans d'autres normes non destinées à être révisées. En aparté, le président de commission a expliqué que les industriels avaient justement énormément bataillé lors de la précédente révision pour éviter toute utilisation du mot « industriel » ...

Le nerf de la guerre se situe au niveau du chapitre 12, portant sur le bâti ancien. Il devrait être abordé dans le courant de l'année, et Samuel Courgey a renforcé la position du Réseau Ecobâtir en étant désormais présent pour représenter Maisons Paysannes de France. Mais le débat va être difficile concernant les dosages du ciment. Pour cause : l'appartenance des représentants de la chaux au même syndicat que ceux du ciment. Ils sont donc bloqués et ne souhaitent pas se mouiller sur la remise en cause de ces modalités d'usage.

Pour rappel, il a été décidé lors de la dernière AG de ne pas proposer l'écriture d'un nouveau chapitre sur la terre, mais plutôt d'effectuer des renvois aux Règles Professionnelles afin de ne pas risquer de perdre en qualité en étant obligé d'en faire une synthèse.

Sophie P. : Rappelons que n'importe qui peut se rendre et siéger à ces comités. Les informations sont sur le site de l'AFNOR.

Guides de Bonnes Pratiques & Confédération, par Jeanne Marie G.

Les GBP sont parus sur internet. Ils sont présents sur les sites web de toutes les associations et structures ayant participé à leur publication : FédéSCOP (bauge), ARPE (torchis), TERA (pisé), etc.

La DHUP (Direction Habitat Urbanisme et Paysages) souhaite cependant faire appel à des « experts » pour une relecture... Pourtant, ce sont les auteurs et les membres des comités de suivi, les experts ! Echéance : la révision des guides pour l'année 2020.

Nicolas M. : On se fait rouler dans la farine par des « règles allemandes ». Il s'agit de faire reconnaître les savoirs-faires du territoire, et ce sont en grande partie les membres d'Ecobâtir qui ont permis cela. Il faut rendre hommage à leur démarche.

Stéphane P. : Ces guides sont des textes exemplaires, car ce sont des textes de gens de chantier. Ça change complètement le sens des choses : du bas vers le haut, et non l'inverse. Le savoir-faire fait la norme, et pas le contraire.

Thierry V. : Et après ? Comment on fait pour que cela pèse ?

Jeanne Marie G. : Entre autres avec la Confédération de la construction en terre crue, dont l'idée était déjà depuis longtemps dans les cartons (TERA, ECTA, ARPE, etc.). L'assemblée générale s'est tenue en mars à Toulouse. De plus, les GBP ont été l'occasion de fédérer tout le monde, même les associations qui ne s'entendaient plus depuis quelques années.

Il s'agissait vraiment de créer une force, de faire bloc avec cette Confédération : FFB, CAPEB, MPF, FédéSCOP, etc. 11 organisations et associations y sont réunies, autrement dit à peu près toutes les personnes faisant de la terre... Sauf Atouterre.

La Confédération suit trois objectifs majeurs : promouvoir, défendre, et représenter la terre. En termes d'organisation et de statuts, le système est horizontal, revu par les associations. Il n'y a pas de président.e, et l'influence d'Ecobâtir a eu son rôle dans cette décision. La Confédération existe afin de faire pression notamment sur le normatif et sur la formation.

Nicolas M. : Jusqu'à présent, il n'y avait pas de textes normatifs. Les GBP deviennent de ce fait des références. Les règles professionnelles expriment des exigences, une obligation de formation, et sont en référence dans le DTU, que rien n'oblige donc à suivre à la lettre. Il faut se battre pour ça.

Antoine D. : Afin de faire une distinction claire, rappelons qu'un manuel donne des recettes, et des façons de faire. Un guide en revanche décrit la performance à atteindre.

Olivier K. : Les GBP expriment une obligation de résultat, contrairement à l'obligation de moyens systématiquement imposée par l'industrie. C'est une révolution ! En Suisse, le système est encore

différent d'ici puisqu'il n'y a pas d'assurance. Ce sont juste des « adultes responsables » qui prennent des décisions, basées sur la confiance mutuelle, par des contrats privés. En France, les GBP donnent donc une première référence aux assureurs.

FDES, par Stéphane P.

Les FDES sont les Fiches Déclaratives Environnementales et Sanitaires, et font entièrement partie de la prochaine RE 2020. Ces fiches laissent croire que le cycle de vie des matériaux est pris en compte. Mais les calculs sont totalement biaisés et comportent de nombreuses incohérences, par exemple sur la question du transport. On devrait nier ces fiches en bloc, générées par des industriels, et rediscuter point par point chaque données, fondées à partir de la base INIES sur les matériaux de construction.

?? : Avec leur base de calcul, les matériaux biosourcés parviennent à être classés plus polluants que les matériaux industriels. Pour exemple : un ratio aberrant entre la laine minérale et le torchis, de près de 1 pour 100.

Les données sont établies par matériaux, on a du mal à comprendre le résultat final, et on perd la connaissance des moyens de calcul. C'est une véritable usine à gaz. La première idée était de dire « cela ne nous concerne pas », mais en réalité, si on ne fait rien, on va se faire bouffer. Les complexités s'empilent et toute valeur de « bon sens » est perdue. En termes de réglementation, tous les systèmes constructifs se valent. Mais les industriels cherchent à caractériser les matériaux tandis qu'Écobâtir veut valoriser les savoir-faires. Et on ne sépare par la matière du savoir-faire.

Projet National Terre, par Samuel D.

Le principe du Projet National correspond à la chose suivante : dans un domaine particulier, les professionnels d'un secteur s'organisent en termes de financement, de recherche, etc. pour plancher sur une problématique, à travers un PN. L'Etat pose ensuite un label si le projet est pertinent.

A la suite d'un appel à participer à un PN pour la terre, il s'agit de poser sur le papier les différents besoins, de les transmettre aux laboratoires de recherche, et les hiérarchiser : réglementation, parasismique, feu, thermique, etc. Il s'agit ensuite de les défendre devant une commission, au Ministère. A noter que cette dernière est composée, entres autres, de l'ATILH, des gros industriels comme Lafarge, etc.

A l'issue de la présentation faite à la commission, des remarques sont advenues : pourquoi la terre stabilisée, pourquoi pas, etc. Après délibérations de la commission, celle-ci a posé la question suivante : « Pensez-vous que le projet proposé est loufoque ?! Non, alors ok, passons aux vraies questions. »

Il y a 5 ans, un tel travail n'aurait pas été possible. Mais aujourd'hui, il y a un gros engouement autour de la terre. Il faut donc étudier les opportunités.

Mais au sein du PN se pose la question du financement, très important, et la nécessité de ne pas se faire bouffer dans l'histoire. Pour ça, les terrassiers, fournisseurs de matière première, semblent être un bon plan.

Des questions apparaissent comme essentielles : comment chercher des partenaires ? Comment gérer la gouvernance ? Les publications ? Les labos ? Pourquoi ne pas prendre quelques bâtiments exemplaires. Bref, il faut définir les règles.

Jeanne-Marie G. : Il y a aussi une autre thématique, celle de l'image sociologique du matériau terre. Au-delà du caractère « en vogue » de la terre, ça a aussi son importance.

Antoine D. : Et quel est le budget ? Est-ce que les terrassiers seront une ressource suffisante ?

Samuel D. : Des millions. Mais les terrassiers en ont a priori vraiment les moyens.

Antoine K. : Et le Grand Paris ?

Samuel D. : Il serait possible de se positionner, avec les guides bonnes pratiques et la Confédération, on en a la légitimité. Mais le rapprochement du Grand Paris pose question : dans quel sens le prendre, sachant qu'il s'agit d'Amaco & Cie, avec qui on a une entente cordiale, mais sans plus. Ce qu'on défend, c'est la place de l'humain. Cette dimension prend de plus en plus de poids, et ça fait plaisir.

Nicolas M. : Le PN ne va pas se financer de manière autonome, il y aura la région, le ministère, etc. Pas seulement les terrassiers, pas seuls. Les labos sont nombreux, et il y a une volonté de résultats.

Samuel D. : Le but est justement de clarifier le cadre de la recherche.

Stéphane P. : Le PN Terre se fera dans tous les cas, alors il faut y aller. Les recherches financées par le public il y en a plein, mais sur des trucs pointus qui n'intéresse pas la majorité (par exemple les enduits horizontaux). Il faut y aller, il faut du temps, il faut du monde et se positionner dans les sept commissions. Ecobatir doit être partout !

Antoine K. : Est-ce que vous êtes allés voir ailleurs en Europe pour quelques exemples ?

Samuel D. : Non, car ce sont les PN qui sont venus nous voir.



TERA, par Antoine D.

Petit point sur les subventions : 60 000 € de la Région, qui représentent 80 % du budget. Les 20 % restants sont de la DHUP. Une partie s'arrête maintenant que les guides de bonnes pratiques sont terminés.

L'année n'a donc pas été forcément facile : licenciement de Marianne, salariée, trou de 20 000 € et baisse des adhérents, seulement 4 membres actifs au CA. Mais les actions continuent.

Globalement la rédaction des Guides de Bonnes Pratiques a demandé beaucoup de mobilisation et c'est juste un temps creux.

ALADAR, par Jeanne Marie G.

L'exposition du centenaire d'André Ravéreau a eu lieu à Marseille de mars à avril dernier, et devrait être de mi-septembre à mi-novembre à Besançon. Elle est structurée en plusieurs thématiques : attitude, détail, geste, décor, transmission. Toutes celles et tous ceux qui ont réalisé l'expo étaient bénévoles (une dizaine). L'exposition est à présent demandée ailleurs, mais actuellement, il y a moins d'énergie ou de temps à mettre dedans de la part des personnes ayant pris part au projet. Par ailleurs, la scénographie et la mise en place demandent des personnes et donc des moyens.

Marie-Colette R. : Est-ce qu'on ne pourrait pas faire circuler l'exposition par le biais des Maisons de l'Architecture ? (À Limoges par exemple)

Jeanne-Marie G. : Il faut que le budget suive. La scénographe a fait un super travail mais elle était bénévole. S'il y a une prochaine fois, elle devra être payée.

Thierry V. : Et les CAUE ?

Jeanne Marie G. : Les CAUE n'ont pas les sous. L'expo est à réimprimer à chaque fois, les panneaux sont les supports les plus importants par rapport au contenu et donc les plus coûteux. Des vidéos et des maquettes sont aussi présentées, plus faciles à transporter.

Antoine B. : Combien ça coûte ?

Jeanne Marie G. : Le prix de revient de l'exposition est 5500 € pour la location et la scénographie. (Olivier K. : Je peux la vendre en Suisse pour 15 000 euros si tu veux... !)

Chantier Pisé à Confluence, par Nicolas M.

Nicolas fait de la construction terre depuis 1981. Il

fait surtout de la rénovation, et environ une maison neuve par an. Mais il y a trois ans, un truc énorme lui est tombé dessus. Il reçoit un coup de fil de J.C. Morel, lui demandant de venir à Bellecour afin de donner quelques conseils sur la mise en œuvre d'un bâtiment tout à fait exceptionnel prévu pour Lyon Confluence. 34 mètres de long, 13 mètres de large, 11 mètres de haut, des arcs de chaînette percés dans l'enveloppe sur tout le pourtour. Le bâtiment est en pisé, et plein d'intelligence. Il y a 280 blocs à préfabriquer, et à poser au millimètre. Le projet est superbe.

Cependant, les relations autour du chantier sont difficiles, notamment avec les bureaux d'études et de contrôle. Conséquence de la folie du contexte général de société industrielle dans laquelle on s'inscrit, le bilan d'une des phases de contrôle annonce que « l'entreprise met en œuvre de la terre humide, sans conscience de la teneur en eau du matériau ». C'est une absurdité ! C'est à la suite de cela que Nicolas fait appel au Réseau et lui partage cette histoire.

En dehors de ces histoires, l'engouement autour du chantier est grand. Il reçoit beaucoup de visites, de la part de la Confédération, des écoles d'architecture, etc. Cette semaine, un économiste est passé sur le site, et a déclaré : « ce qui m'impressionne le plus, c'est votre équipe ! ». Nicolas précise qu'ils sont six (« cinq jeunes et un vieux »), et chacun a sa tâche. C'est ça le pisé, c'est un travail besogneux.

En ce qui concerne le projet, le maître d'ouvrage, un des plus gros promoteurs parisiens, suit tout cela avec beaucoup d'intérêt, mais de loin depuis son bureau à la capitale. Les maîtres d'œuvres, l'agence Diner & Diner en association avec l'architecte Clément Vergély, ont en réalité fait une proposition en réponse au concours d'un projet global de 5 bâtiments à Lyon Confluence. La ville de Lyon était un contexte propice pour une construction en pisé, puisque ce matériau est présent dans beaucoup de quartiers de la ville, et le concours est donc remporté. Seulement, il est gagné sans avoir le savoir-faire pour le réaliser...

Il y avait deux points a priori bloquants dans ce projet. Le premier : l'inertie thermique. Heureusement, le thermicien s'est débrouillé avec ses algorithmes pour prouver qu'il n'était pas nécessaire de mettre de l'isolation. Il a même pu faire le constat qu'une telle construction représentait un gain pour été.

Second point : le pisé porteur. Pour cela, un boulot monstrueux a été fourni par les bureaux d'études -principalement Batiserf- afin de faire rentrer le projet dans les clous de l'Eurocode -études, dossier ATEx, etc.

Les seuls qui ne jouent pas le jeu, ce sont les bureaux

de contrôle -Socotec- ne supportant pas la mise en œuvre traditionnelle et le travail artisanal, « tout ça parce qu'il y a de l'humain ». Par exemple, ils déterminent que le mortier n'est pas « performant », et poussent le vice jusqu'à faire exécuter des tests à l'ENTPE. Autre nouveauté : ils voudraient mettre des poteaux dans le bâtiment...

Margot M. : Pour chaque bloc de pisé, on doit prélever 1kg de terre, la tamiser à 5mm, puis la chauffer sur une gazinière, et enfin la peser à nouveau pour estimer sa teneur en eau.

Nicolas M. : Il y a aussi une pesée sur le manuscopique, une évaluation du poids sec, de la densité, etc. Des calculs de fous ! Surtout que le pisé est fait par couches -13 par blocs-...le contrôle à chaque couche est impossible ! Les contrôles se multiplient : blocs témoins pour surveiller le retrait au séchage, etc.

Les bureaux de contrôle exigent en plus de tout cela un contrat d'entretien de maintenance sur 3 ans, en demandant « d'anticiper » le fluage, autrement dit le tassement du matériau dans le temps sous l'effet de la gravité. En effet, les blocs du RDC à frais ne tiendraient pas la charge. Mais c'est pour cela qu'ils ont été fabriqués près d'un an à l'avance, par la même équipe. Les blocs composants les arcs ont également été faits en amont, pour que le retrait se face à la préfabrication et non une fois en place.

Ces précautions étant prises, imposer un devis de maintenance témoigne surtout de la peur permanente et insensée des bureaux de contrôle... On aurait pu s'attendre à un débat constructif entre ingénieurs avec un tel projet...mais ce n'est pas le cas. Tout le côté patrimoine bâti modeste s'est toujours bien passé, mais là, le chantier pourtant exceptionnel est gâché par tous ces conflits. C'est un sabotage de la part du monde industriel...

Concernant le devis de maintenance, il a donc été convenu de payer un contrôle tous les trimestres pendant trois ans afin de vérifier l'évolution du bâtiment. Une cible est installée sur chaque pile pour surveiller tout retrait.

Marie-Colette R. : Et tout le patrimoine bâti en pisé présent à Lyon, on ne lui impose pas de contrôle maintenance !

Nicolas M. : Il existe à Lyon des bâtiments avec des murs de refend en pisé de 5m de haut. Mais les bureaux de contrôle ne veulent rien entendre de tout cela.

Il faut pouvoir faire changer la recherche telle qu'elle se fait sur les matériaux traditionnels. Les travaux faits en labos sont en décalage complet avec les besoins réels. Et il faut aussi avancer en termes de vulgarisation. Pour le moment, une thèse sert surtout à trouver un nouveau thésard...

Olivier K. : En ce qui concerne les assurances, le

système français permet de cadrer la construction selon la logique industrielle, mais tout est basé sur la peur et des angoisses sans précédent. En Suisse en revanche, le système est totalement différent, et fait preuve d'une confiance totale. En France, le problème principal est celui de la décennale.

Nicolas M. : Sur ce bâtiment, tout le monde a obtenu sa décennale. L'assurance a beaucoup travaillé sur ce projet spécial. Ce qui bloque, c'est le fait que le maître d'ouvrage fasse construire pour vendre ensuite. Sans visa du bureau de contrôle, cela devient difficile.

Hélène P. : Le bureau est au service du maître d'ouvrage. C'est une réelle question politique, et donc difficile à faire évoluer.

Olivier K. : Beaucoup d'argent est dépensé, et dans des proportions folles, mais il n'est pas investi dans la qualité.

Antoine B. : Le fait que le bâtiment soit une première les angoisse, mais une fois que celui-ci sera réalisé, ils auront moins peur pour les suivants.

Nicolas M. : Il est clair que c'est un bâtiment particulier. C'est même ça qui est excitant.

Dimitri G. : La construction en pisé va durer plus longtemps que les constructions en béton tout autour !

Nicolas M. : Vis-à-vis du matériau, sans aucun doute. On a un siècle de retour sur le béton armé, et donc sur son obsolescence. Certains bâtiments en pisé peuvent dater de 300 à 400 ans.

Tom L. : La preuve que le bâtiment en pisé va tenir est présente partout dans Lyon. Quel poids a ce constat ?

Nicolas M. : Ils veulent bien concevoir que « ça tienne ». Mais ici, c'est lié à une architecture particulière, inhabituelle et avec des coefficients de sécurité à calculer. Ils ne sont pas sereins.

Comment ça tient ?, par Jean G.

Jean partage l'état d'avancement de son mémoire en anthropologie. Sa recherche, fortement inspirée des échanges pendant les rencontres d'Écobâtir, vise à porter des éléments de réponse à une question simple : comment fait-on tenir un mur en terre crue ?

Une réponse scientifique mobilisera la physique des matériaux et des structures, en insistant sur les principes de dimensionnement et de conception de l'ouvrage. Mais, comme Dimitri l'a rappelé plus tôt dans les échanges, le matériau ne peut être dissocié du savoir-faire des gens qui le mettent en œuvre. Ainsi, si un mur en terre crue tient, c'est aussi (et surtout) à l'échelle de l'individu et des gestes incorporés, transmis par les autres, organisés à l'échelle d'une équipe, à travers un ensemble de savoirs qui circulent et évoluent dans des réseaux bien plus larges.

L'objectif est de documenter la dynamique de ces savoirs concernant la construction en terre crue avec

un regard proche du Réseau. Il s'appuie sur deux terrains ethnographiques (observation par infusion dans le milieu) : le chantier-école de Baulon avec Samuel, le chantier de Confluence avec Nicolas.

Comment la connaissance se fabrique-t-elle à l'échelle de l'individu ? Comment est-ce qu'on s'assure que ça va tenir, soi-même et avec les autres ? Sur quels référentiels sensoriels s'appuie cette connaissance ? Comment se négocie-t-elle avec les autres acteurs d'un chantier ? Comment produire des règles techniques qui n'empêchent pas ces savoirs de vivre, laissant cours aux particularismes locaux et aux expérimentations ?

Cette dernière question amène à explorer l'énorme travail réalisé par l'atelier terre d'Ecobatir ces 20 dernières années, en insistant sur les grands principes défendus par le Réseau (obligation de résultat, défense des savoir-faire artisans dans les normes techniques, prise en compte de l'ensemble de la chaîne de production, des impacts environnementaux, etc.).

L'expérience Ecobâtir autour de la terre crue porte des questionnements forts pour les sciences sociales. Ce travail veut contribuer à cette mise en écho des mondes du bâtiment et des sciences sociales. Il fera l'objet d'une restitution pour les prochaines rencontres d'Ecobatir.

Thierry V. : Quelle temporalité ?

Jean G. : Le travail a débuté il y a 3 mois, et se finira dans 3 mois. Mais cette échéance n'est pas une fin en soi.

Dimitri G. : On ne peut que t'encourager !

Philippe D. : Il n'y a pas de peur à avoir de « s'approprier » les actions d'Ecobâtir, on a justement besoin de ce type de travail.

Olivier K. : Donner un sens à son travail, c'est ce que j'ai trouvé à Ecobâtir. La satisfaction au travail, c'est le sujet central, donc c'est génial. C'est très bien d'outiller la chose, et d'avoir un angle concret.

Dimitri G. : Cela crée plus de discernement, c'est essentiel.

De la matière à l'ouvrage, par Samuel D.

Samuel souhaite aborder la question de la transmission sur le chantier. Tels qu'ils fonctionnent actuellement, les organismes de formation et les fonds de formation -OPCA, FIF, Région...- perpétuent le schéma « on cotise, on est formé ». Seulement, si ce modèle convient à ceux qui ont de l'argent et un calendrier serré, beaucoup de personnes ont beaucoup de temps mais n'ont pas un rond. Alors comment faire ?

De ce constat a germé l'idée de monter une formation quelque peu différente. Ainsi, en 2013 avait lieu le premier chantier école chez « De la matière à

l'ouvrage », avec l'objectif de former du monde. Les intéressé.e.s pouvaient venir faire un stage, ce qui permettait de rembourser la formation. Il était également proposé sur place des ateliers pour les enfants.

Le deuxième chantier se situait dans le Morbihan, pour la réalisation d'enduits et d'un rejointoiement sur une tour en plein milieu du golfe. Le projet était pris entre la volonté d'utiliser les ressources locales et l'interdiction de toucher à la côte... Face à cette contradiction, il a été décidé de pousser le vice « ressources locales » à fond.

Ces chantiers insistent sur le fait d'expérimenter, de faire des essais, et donc de prendre du temps pour y parvenir. En plus de la formation, c'est l'occasion de tester de nouvelles choses -par exemple, la réutilisation de la sciure chez Marianne et Dimitri.

Les bureaux de contrôle ont donné leur accord, les assurances également. L'équilibre trouvé pour faire fonctionner ces chantiers-écoles est le suivant : 2 semaines de formation, remboursées par 3 semaines de chantier. Ainsi, il est possible de rentrer dans le cadre des marchés publics tout en prenant le temps de faire les choses, avec des gens sur le chantier. Cela crée de bons moments, une belle dynamique, et il se passe des choses fortes humainement parlant.

Certes, quelques risques sont pris, mais ça se passe bien. Le maître d'ouvrage y trouve son compte sur le « volet social », et la maîtrise d'œuvre peut faire ainsi ce qu'elle a envie avec des moyens raisonnables. C'est un vrai partage autour du chantier.

Thierry V. : Les travaux sont facturés au prix moyen des constructions terre. Comment est-ce que tu vends ça ? A quel prix, au sens de quelle valorisation marchande ? Il faut pouvoir éviter de faire concurrence aux autres artisans.

Samuel D. : Le torchis est facturé 240 € du m², les enduits 60 € du m². Ce sont les prix de base de ce qui se fait actuellement. L'enjeu était de se demander ce que l'on peut faire avec cette somme. Des formations, des conférences, des ateliers pour les enfants, tout est possible jusqu'à ce qu'on atteigne ce prix. On a pu déterminer que le coût de formation sur deux semaines -17 € de l'heure par stagiaire, 12€ de l'heure pour celles.eux qui passent par pôle emploi-est équivalent à trois semaines de travail au SMIC. Les personnes sont nourries et logées, c'est ça le deal. On fonctionne sans fonds de formation, on essaye même de mettre en place quelque chose pour les sans-papiers. Face à la mécanisation de la terre, nous avons choisi de remettre du monde sur le chantier, à travers le prisme du plaisir au travail.

Isis : Une fois la formation effectuée, comment fait-on pour se lancer ? En suivant quel modèle économique si l'on est tout.e seul.e ? Est-ce que ce système est reproductible ailleurs ?

Samuel D. : L'accent est mis sur la transmission lors de ces chantiers. La formation est support aux gros chantiers de marché public, mais pour les plus petits chantiers, ils peuvent tout à fait se faire seul.e ou à deux. La facturation est la même pour le client puisque les prix sont identiques.

Thierry V. : Ce fonctionnement n'est pas un prétexte pour de la main d'œuvre au rabais.

Marie-Colette R. : Est-ce qu'un diplôme est délivré à l'issue de la formation ?

Samuel D. : Nous remettons une attestation de formation.

Chantier-école sur la ZAD, par Théo & Félix

Sur la ZAD de NDDL, Théo et Félix font partie des personnes à l'initiative du chantier du Hangar de l'Avenir, localisé à Bellevue. Il a été réalisé lors des rencontres de charpente en 2016, créées en 2014 par un charpentier et deux maçons, en réponse au manque de visibilité médiatique sur les techniques de charpente traditionnelle. L'équarrissage est fait à la hache, et aucun outil électrique n'a été utilisé sur le chantier.

En été 2016, le risque d'expulsion de la ZAD était très présent. La demande des habitant.e.s de construire des hangars comme lieux de repli s'est faite entendre, l'objectif des rencontres de charpente 2016 -installées aux Fosses Noires- était ainsi tout trouvé. 50 charpentier.ère.s et novices se sont donc investis et ont pu découvrir ce qu'était un chantier traditionnel. Différents postes se sont organisés, de l'équarrissage -la création des sections de charpente-, à l'assemblage, en passant par le piquage, le tracé et la taille. Le hangar a été levé plus tard, lors de la Manif des Bâtons, à l'apogée du discours de Manuel Valls sur les expulsions. Le levage de cette structure de 8m de haut s'est également fait sans électricité, avec des tirefonds, une chèvre de 10m, et des cordes. L'expérience s'est révélée intense et foisonnante, avec une dimension de transmission très forte, encourageant à poursuivre la dynamique. Il fallait par ailleurs penser à la construction du toit pour le hangar, en bois de châtaignier et couverture en ardoises. L'expérimentation demande trop souvent des coûts trop élevés aux entreprises. Mais ici, il a été possible de monter un campanile couvert en bardeaux de chêne, également de tester différentes mises en œuvre comme les frises d'ardoises, etc.

En termes de logistique, le chantier a été conçu comme un véritable lieu de transmission et de partage, autant sur les temps de chantier qu'aux moments des repas, avec l'installation de barnums, de toilettes sèches, etc. Pour une fois, rien n'était décidé sous le prisme économique. Libéré de cette dimension, le premier chantier était même gratuit -prix libre pour les repas. Depuis, le fonctionnement

a un petit peu évolué, mais le coût reste minime. En définitive, ce sont véritablement des moments de vie quotidienne partagée.

Marie-Colette R. : Où vous êtes-vous fournis en ardoises ?

Théo & Félix : Elles viennent d'Espagne... Mais on n'en a pas du tout honte, cela n'a presque rien coûté.

Au sein de ces chantiers de formation existe également une partie « auto-formation », à travers une aide au dessin de plans et à l'écriture de devis afin d'accompagner la filière sur place. Abracadaboïs et Des chênes et vous font partie des structures présentes et actives sur ZAD. Un autre volet de leurs actions consiste en la « charpente de combat », terme emprunté à François Calame -chercheur au CNRS. L'idée a germé d'essayer en ville ce type d'intervention, et soutenir ainsi les mouvements sociaux. La Maison du Peuple à Nantes est un exemple de ces constructions éphémères. Taillée au hangar à NDDL puis montée devant la Préfecture de Nantes en un temps record par une foule de manifestants, elle fut malheureusement démontée par la mairie dans l'après-midi. Autre réalisation, un système de gradins a été monté lors d'une manifestation, créant un véritable espace d'assemblée populaire, cette fois-ci plus utilisé que la Maison du Peuple.

Les problématiques que portent et travaillent Abracadaboïs et Des chênes et vous sont les suivantes :

Sortir du rapport professeur/élèves tout en gardant l'apport théorique et en reconnaissant que certaines personnes sont les plus aptes à le transmettre

Mêler mise en œuvre pratique, approche théorique, et réflexions philosophiques

Faire en sorte que tout le monde se saisisse de la logistique, pense le chantier en commun, et que cela ne tourne pas uniquement autour des organisateurs

Réfléchir aux moyens de toucher les gens et de les inviter à venir hors du cadre des formations institutionnelles, qui ne les inspirent pas du tout

Ils se décrivent de manière informelle comme appartenant à « l'école des écoles », au sein de laquelle s'inscriraient d'autres dynamiques similaires dont ils se sentent proches :

- Ecole de Philosophie (Tarn et Garonne)

- Ecole des Renardes (formations de charpente itinérantes)

- Ecole de la Terre (séminaires d'anthropologie de l'espace, de SF, de sculpture, etc. au plateau de Millevaches, empruntant son nom à l'Université de la Terre du Mexique).

Le but : faire des chantiers ensemble.

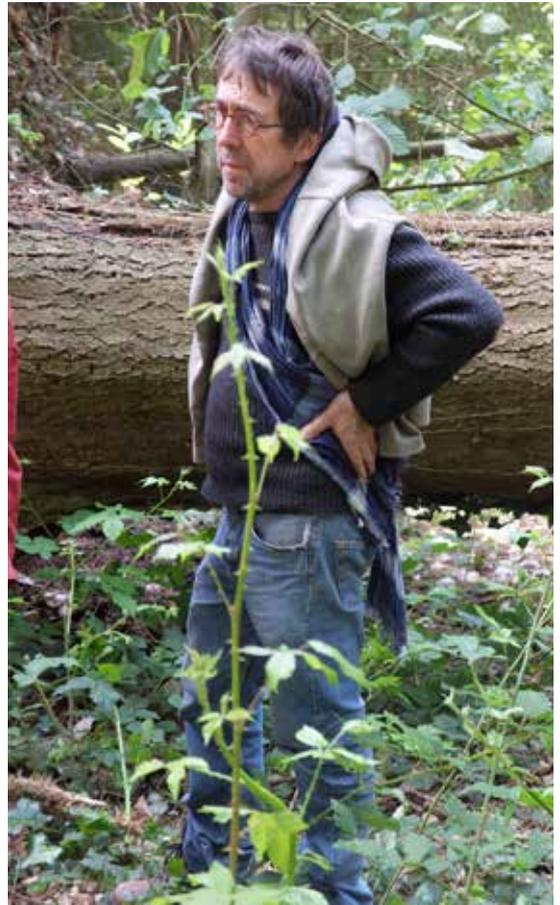
Transmission, par Constance

Constance conclut ce volet consacré à la transmission. La « formation » telle qu'elle est envisagée actuellement ne concerne que les jeunes après 16 ans, et impose parfois de s'asseoir à une table à celles et ceux qui n'ont aucune envie d'aller en cours. Ils et elles font par ailleurs de très bons artisan.e.s, apportant

beaucoup de chance.

Le public des 0-16 ans, quant à lui, est totalement délaissé. C'est précisément à lui que s'adresse cette intervention. Sur fond pictural du clip d'Another brick in the wall -Pink Floyd-, Constance nous lit un texte de Yannis Youlountas -réalisateur de Ne vivons plus comme des esclaves, Je lutte donc je suis, et L'amour et la révolution- de passage sur la ZAD il y a quelques temps.





1. ATELIER TENON-MORTAISE

Secrétariat collégial (Philippe, Volker, Dimitri)

On voulait y faire un assemblage, créer des liens. Au Hangar de l'avenir, trouvé des outils et notamment un bédane, qui conditionne la mortaise (le « trou » ou la « maman »), dont la taille dépend directement de la largeur du bédane, de la « maman ». (rires). Il a fallu les affûter, difficulté de trouver l'outil pour refaire le biseau ; ensuite on a cherché du bois, Dimitri a trouvé deux morceaux qui se ressemblaient, trouvés dans la caisse de chutes – autorisé par Théo. Antoine : au départ les bouts de bois n'étaient pas générés ?

Dimitri : on a passé les morceaux à la dégauchisseuse pour enlever des traces, pour ensuite les façonner. Volker : naïvement comme archi je pensais qu'il fallait un crayon et une règle, mais pas du tout. Philippe : comme il n'y avait pas de trusquin, on en a fabriqué un avec un bout de bois et 2 pointes. On a passé pas mal de temps à chercher les outils. Ensuite on a tracé avec le trusquin, entre les traces de la dégauchisseuse, la mortaise et le tenon.

On a aussi marqué le bois, « l'établissement », qui indique les côtés face et pile, ainsi que le positionnement dans l'ouvrage. Ensuite on a mis ça sur l'établi, pour apprendre comment façonner avec le bédane les tenons et mortaises, puis au moment de scier on a été appelés pour aller visiter la forêt ! L'ouvrage en cours a été abandonné sur l'établi, on s'excuse auprès des menuisiers. On a appris plein de choses, notamment l'importance de la préparation et d'avoir de bons outils.

2. ATELIER FDES

Albin : ces Fiches Déclaratives Environnementales et Sanitaires, obligatoires pour tous les matériaux dans le cadre de la Réglementation Environnementale 2020 sont dénoncées par Ecobâtir, avec un communiqué de presse en cours de rédaction : « Une initiative malheureuse dans un but louable ». Cette base de communiqué a été poursuivi, présentée ce soir et soumise à l'AG demain ; une seconde motion sera proposée pour la diffusion de ce communiqué (proposés Médiapart, Reporterre, BastaMag, Fakir, Maison Ecologique, Silence, Moniteur). > Voir communiqué « Une initiative malheureuse dans un but louable »

Erwan : FDES et ACV sont mentionnées à l'identique dans le texte, alors que le premier est une ACV très simplifiée, ce qui participe du problème. Ensuite, la

réglementation ne permet pas d'améliorer les pratiques mais plutôt de verrouiller les marchés par les plus gros acteurs (ici les industriels) par la production de nouvelles normes. Samuel : il faudrait faire un renvoi vers l'analyse des ACV par Ecobatir d'il y a quelques années pour justifier avec des chiffres. Sophie : On va mettre ça sur internet car ces documents ont servi de base pour rédiger ce texte. Albin : en complément de ce communiqué, travail sur un dossier de presse avec d'autres références. Stéphane : ton un peu fataliste, pas assez combatif, on pourrait peut être réclamer davantage d'action/engagement. Mylène : c'est un jet rapide, pour lancer, à développer ensuite sur les solutions.

3. ATELIER TERRE

Jean : nous avons d'abord eu une discussion sur les formations, autour de la production d'un référentiel avec la Fédération Ecoconstruire, maintenant que les guides sont sortis, suite à la première discussion à Marseille sur une séparation entre producteurs de formation (FédéEcoconstruire) et validateurs des référentiels (Confédération CTC). En prévision de l'AG de la FédéEcoconstruire, proposition d'AsTerre de se positionner comme référent sur le sujet de la formation, alors qu'il n'y a pas forcément reconnu comme légitime > décision de produire une réponse par mail pour anticiper sur la réunion de jeudi, où le réseau Ecobatir sera représenté par Jeanne Marie.

Retour sur les publications des Guides et le 6ème guide non-abouti sur les briques. La CCTC a récupéré la responsabilité d'en produire une nouvelle version à l'automne. Accord sur le fait de ne pas investir d'énergie à aller chercher les subventions déjà perçue par Atouterre. Sur la CCTC, tout le monde se réjouit de cette création qui réunit aujourd'hui les associations régionales mais aussi les syndicats (CAPEB, FFB & FNSCOPBTP).

Sur le Programme National Terre, où 7 commissions sont formées, il y a un besoin de partager la charge au-delà de Jeanne Marie & Stéphane (secrétaires de l'atelier et représentants d'Ecobatir à la CCTC et le PN Terre aujourd'hui) avec un nouveau binôme ancien/nouvel entrant. Il est aussi proposé la création d'un outil partagé qui aide à compiler les positions et arguments passés sur ces questions et aident l'implication des nouveaux et nouvelles entrants (Hélène, Margot, Thierry).

Enfin nous avons des discussions autour de l'engouement actuel sur la terre, et notamment les demandes / dynamiques autour de la « terre coulée » pour mieux informer les maîtres d'ouvrages/d'oeuvre qui pourraient être tentés en croyant faire de la terre crue (alors que ces mélanges sont fortement adjuvés de liant hydraulique et/ou de synthèse).

Idée de Samuel qu'on dénonce systématiquement que ces techniques ne sont que des « bétons de site » (argument d'Erwan), un argumentaire va être produit avec Nicolas et Jean.

Sophie : informe que contrairement à ce qu'on avait compris, Maisons Paysannes de France ne va pas offrir la possibilité d'imprimer les guides de bonnes pratiques en ligne, alors que c'était l'accord. Du coup Sophie envisage de faire faire ça à côté de chez elle, et de s'en charger. Lors de dernière réunion, Samuel a compris que MPF allait s'en charger cette fois.

4. ATELIER ZAD

Jean-François : Pendant la première minute on était quatre, puis trois, puis deux... puis j'étais seul, donc je suis parti à la cuisine, j'ai trouvé d'autres personnes et on a coupé les carottes. Fin de l'atelier.

5. ATELIER MODE DE PRODUCTION

Tom : cet atelier va être proposé à l'assemblée demain, afin de confronter la théorie et les pratiques sur les territoires où les rencontres d'Écobâtir habitent. Aujourd'hui sur la ZAD, c'est suite à la présentation des relations de production mêlées sur le territoire qui a donné envie de cet atelier. Le deuxième point de départ, c'est une citation d'Illich sur l'interdépendance des activités. Ensuite on s'est présenté entre participants à l'atelier. Puis on a abordé que dans les sociétés passées la pluralité de casquettes était plus présente plutôt qu'un métier, ce qui se retrouve sur des lieux comme la ZAD. Ensuite nous avons discuté sur les outils de représentation, et comment on rend compte d'un « mode de faire » qui existe pour la représenter. C'est un tissu de représentations qui est né pour se battre et se défendre comme les cartes d'état major, puis pour comprendre le fonctionnement de la ZAD et enfin pour le diffuser et montrer l'organisation du lieu. Il y a plein de modes de production sur la ZAD et c'est dynamique. Enfin les relations qui existent entre les modes est ce qui dérange l'Etat justement, de casser ces liens. Aussi la piste d'aborder sans les dissocier le « pourquoi » et le « comment ». Enfin la ZAD est un lieu de « désertion » d'un monde qui va dans un mur, mode particulier de ce territoire qu'est la ZAD. Enfin réflexion sur la nécessité de tenir sur le long court, et là le territoire est essentiel. Deux niveaux donc : maîtriser et comprendre + entremêler et tisser les modes de production.

Dernier point, comment faire du lien entre différentes aires géographiques. Tous ces réseaux tiennent sur de l'humain, et donc si on veut faire des liens il est peut-être nécessaire de passer par les personnes.

6. ATELIER TRANSMISSION / CHANTIER DE FORMATION

Samuel : petit point d'abord autour de La Matière à l'Ouvrage, Des Chênes et Vous, et des points communs. Premiers échanges autour des qualifications, des diplômes, des reconnaissances que ça peut apporter, par les titres (genre RFCP, mais c'est un peu lourd), par un réseau légitime (genre certifié reconnu par la Confédération de la Terre Crue), puis questionner finalement si c'est vraiment ça qui compte. Ensuite échange sur l'importance des réseaux, de faire partie, d'être renvoyé/lié, de la possibilité de faire un compagnonnage, qui n'a jamais été formalisé au sein du réseau mais qui se fait de fait, en informel (apparté sur le réseau REPAS, plutôt sur les compétences transversales du comment faire ensemble). Puis reparti sur transmission, c'est quoi transmettre, comment on fait ça, comment on vient à ça, de la position de formateur, du cadre, de ce que c'est que former. Accord sur la pertinence des différentes approches de transmettre, pour répondre à différentes manières d'apprendre, importance en cela d'avoir plusieurs formateurs. Dernier sujet enfin sur des questions formelles (règles des OF, nouvelles obligations, pack administratif qui s'impose avec) et comment chacun trouve des moyens de les contourner et/ou de s'affranchir, d'éventuellement de s'entraider ou de partager le portage en mutualisant (ex. Coopérative de formation par Semences Paysannes & MINGA), mais importance *in fine* de savoir « pourquoi » on fait ça et d'ajuster les moyens à ces fins, et ainsi de définir ses priorités.

7. VISITE DANS LA FORÊT DE ROHANNE

Volker ; 4-5 stations dans la balade. Autour du déracinement de certains arbres, lié au sol (lande – nappe phréatique). La zone d'exploitation est env 50 (100?) m3 de douglas débardé, cette année, mais faible diversité d'âges dans le peuplement lié à l'origine de cette forêt d'exploitation. Il y a une attaque des châtaigniers par la gâle et de champignons qui détériore le bas des douglas ce qui interdit son usage en bois d'oeuvre. Le volume de production est de 250 m3 annuel visé comme objectif, avec priorité sur bois d'oeuvre et pas seulement bois de chauffe. Nous avons visité la zone sanctuaire, non touchée, en mémoire de certains moments de lutte où il y a encore la présence de cabanes et de passage de machines. A cause de cela, il y a une faible présence animale alors qu'il n'y a pas de chasse autorisée. Aujourd'hui, il faut choisir les nouvelles plantations de la forêt que l'on veut dans 50 ans, et notamment l'expérimentation d'essence plus adaptée/résiliente au changement climatique (essence méditerranéenne par exemple), en lien avec des locaux qui aident en apportant des





Assemblée générale statutaire du réseau Ecobâtir

Nombre de votants à cette AG :

19 votants inscrits.

1) Bilan Economique

Le résultat net comptable est positif, il regroupe des cotisations et les inscriptions aux rencontres. Les rencontres tendent de plus en plus à équilibrer les recettes.

Les autres entrées sont : la vente du livre sur l'enduit terre et les droits d'auteur.

Les dépenses sont : les frais bancaires, le coût d'internet, l'assurance, les frais de CA et de l'atelier terre.

Le 1/2 tarif proposé pour participer aux rencontres, a amené plus de personnes, mais le fait que ce soit Ecobâtir qui le finance n'est pas expliqué à ceux qui le demandent.

Le bilan économique a été voté à 19 voix sur 19.

1) Bilan Moral

Le nombre d'adhésions est stable, autour de 45 adhérent.e.s, il a diminué de 20% par rapport à il y a 20 ans.

Le CA s'est vu une fois, en plus des entretiens téléphoniques.

En 2018 il y a eu 4 adhésions, et 8 non renouvellements d'adhésion.

Le bilan moral a été voté à 18 voix sur 19, il y a eu une abstention.

2) Prochaines AG

• Automne 2019

Lieu : Il y a plusieurs pistes :

Revenir dans différents lieux :

-AG surprise chez Baeteman

-contacter Alauda

-retourner à Sainte Croix dans la Drôme

Château de Ligoure (Limousin)

Dates : une date sera proposée en fonction des disponibilités des lieux.

Discussion sur les thématiques

Développer la thématique en atelier est une piste.

Retour sur l'organisation le L'AG à Notre Dame des Landes.

Les retours concernant cette rencontre ont été très positifs, et la dynamique de baisser les coûts a été appréciée. Tout comme avoir des temps souples, et une thématique non définie à l'avance.

Cela a permis de faire émerger d'autre chose, que des gens qui font des beaux textes, de laisser la place à d'autres.

L'absence de thématique définie en amont a permis d'orienter les rencontres en fonction de ce qui se passait lors de ces rencontres et du lien avec le lieu.

Les mails échangés en amont de ces rencontres ont été violents, les mails ne sont pas les meilleurs moyens de communication et pour éviter que cela se renouvelle il est nécessaire de repenser l'organisation.

La thématique n'a pas manqué sûrement parce que le lieu des rencontres n'était pas neutre. Pourquoi ne pas envisager une thématique sur une rencontre sur deux ?

- la thématique peut être transformée en Atelier comme un autre, pour éviter le schéma de 10 personnes qui parlent et 60 qui écoutent.

-il est peut être important de prendre une décision et de l'acter car des personnes ont refusé de venir à cause de l'absence de thématique.

Même s'il n'y eu que peu de réponses aux mails violents qui ont été envoyés, cela a été discuté en off et des brouillons n'ont jamais été envoyés.

Des personnes étaient incertaines à l'idée de sortir du cadre et à propos du lieu d'accueil mais ont décidé de faire confiance aux organisateurs.

Le lien avec les gens de la zad a été super, l'interaction avec l'extérieur est super, et le fait que ça se passe avant les ateliers est une bonne chronologie car ces présentations influencent les ateliers.

L'intervention des gens de la zad a été super, c'est l'envie qui a créé un vrai partage.

Instaurer une règle qui définit si oui ou non il y a une thématique, n'est pas une bonne solution, il y a déjà trop de règles.

L'interaction entre les organisateurs et le CA doit s'améliorer, les mails ne sont pas le moyen de communication le plus simple et peuvent générer de l'incompréhension.

Faire tendre les rencontres vers plus d'autogestion, plus de collectif, c'est bien.

Pour l'organisation on peut faire confiance à ceux qui font, qui organisent, et ne pas prendre de position, il y a une multitude de possibilités d'organisation, il faut faire confiance aux organisateurs.

Il n'y a donc pas besoin de formalisme qui fait chier « on a toujours fait comme ça alors on continue comme ça », ça permet des découvertes.

Donc on fait confiance, on peut déléguer mais pas forcément à la dernière minute. Et le CA n'est pas forcément responsable des rencontres, et l'équipe organisation n'est pas forcément l'équipe « thématique ».

Il n'y aura pas forcément de notion thématique.

3) Nouveaux adhérents :

19 votants inscrits

Nouveaux Adhérents:

Tom Leblais, marraine: Sophie Popot,

Marie Vernay, parrain: Stéphane Peigner

Albin Maury, marraine: Jeanne Marie Gentilleau.

4) Membres sortants / entrants du CA

1 membre sortante: Josiane

le CA est désormais constitué de

Sophie Popot, Hélène Palisson, Stéphane Peigner, Mylène Gajic, Antoine Kilian, Volker Ehrlich;

le CA est à la recherche d'un trésorier/une trésorière afin que Mylène puisse faire la passation dans des bonnes conditions

5) Vote des motions 18 votants

• Motion 1 :

Création de l'atelier «Mode de Production»

Il a pour but de réfléchir aux différents modes de production sur le territoire qui accueille les rencontres d'écobâtir, en entremêlant les points de vue, avec comme outil, une production graphique. Et qui souhaite être en lien avec d'autres réseaux.

C'est un atelier lié à l'intensité sociale.

accepté avec 18 voix sur 18

POUR: 18

CONTRE: 0

ABSTENTION : 0

NE VOTE PAS: 0

RESULTAT: Approuvé

• Motion 2 : Proposition d'un texte proposé par l'atelier FDES

De nombreuses propositions de modifications ont été proposées, il a donc été décidé que ce texte sera remanié et le texte et les propositions de diffusion seront soumis à la liste de diffusion pendant 15 jours avant la distribution. La validation se fera donc par mail. Pour ne pas attendre les prochaines rencontres où ce texte sera peut être caduc.

Le remaniement et la validation du texte et de sa distribution par mail a été voté à 18 voix pour sur 18 votant.

Les membres du CA:

GAJIC Mylène, POPOT Sophie, PALISSON Hélène,
PEIGNER Stéphane, EHRLICH Volker, KILIAN Antoine

